

Plan Local d'Urbanisme

4.1 Règlement




© Val d'Isère Andy Parant

REVISION GENERALE du PLU approuvé le 19 décembre 2016	
Modification / révision allégée	Approbation
Modification simplifiée n° 1	15 octobre 2018
Révision allégée n° 1	7 novembre 2022
Révision allégée n° 2	7 novembre 2022
<i>Projet de Modification n° 2</i>	<i>Procédure en cours</i>
<i>Projet de Modification n° 3</i>	<i>Procédure en cours - objet du présent document</i>

DOSSIER POUR CONSULTATION DE L'AUTORITÉ ENVIRONNEMENTALE

DOSSIER DE NOTIFICATION AUX PERSONNES PUBLIQUÉES ASSOCIÉES

DOSSIER D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Révision Modification simplifiée n°1	Atelier-2 architectes - urbanistes
Révision allégée n°1 Révision allégée n°2 Projet de modification n°3	 ESPACES MUTATIONS &

SOMMAIRE

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES URBANISEES	4
DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE UA.....	5
DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE Ub.....	13
DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE Uc.....	21
DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE Ud.....	30
DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE UE	37
DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE D'URBANISATION FUTURE AU	44
DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES AGRICOLES A	45
DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES NATURELLES ET FORESTIERES N	51
ANNEXE 1 – PRESCRIPTIONS APPLICABLES A L'ENSEMBLE DES ZONES RELATIVES A L'ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS	60
ANNEXE 2 – CAHIER DES RECOMMANDATIONS ARCHITECTURALES	62
ANNEXE 3 – CHARTE COMMUNALE SUR LES CLOTURES	82
ANNEXE 5 – LEXIQUE DU REGLEMENT	92
ANNEXE 6 - GLOSSAIRE JURIDIQUE.....	96

L'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de Val d'Isère ayant été prescrite avant le 1er janvier 2016, le document applique les dispositions réglementaires des articles R123-1 à R123-14 du Code de l'Urbanisme en vigueur au 31 décembre 2015 en conformité avec l'article 12 du Décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre 1er du Code de l'Urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme, en son paragraphe VI :

« Les dispositions des articles R123-1 à R123-14 du Code de l'Urbanisme dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 restent applicables aux plans locaux d'urbanisme dont l'élaboration, la révision, la modification ou la mise en compatibilité a été engagée avant le 1er janvier 2016. »

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES NATURELLES ET FORESTIERES N

La zone N regroupe les zones naturelles et forestières, et recouvre des secteurs, équipés ou non, de nature très variée :

- à protéger en raison de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt esthétique, historique, écologique ;
- à protéger en raison de l'existence d'une exploitation forestière ;
- protégés par la collectivité, pour conserver leur caractère naturel dans un principe d'équilibre entre aménagement et protection défini à l'article L101-2 du Code de l'Urbanisme.

Ces espaces naturels peuvent aussi avoir un usage agricole notamment par la présence de pastoralisme.

La zone N comporte des secteurs où, compte tenu des spécificités locales, des dispositions spécifiques s'appliquent :

- **L'indice « a »** délimite les secteurs destinés à la protection à long terme, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt esthétique, historique, écologique.
- **L'indice « e »** délimite un secteur d'entrée de ville permettant l'aménagement des constructions autorisées dans le cadre du permis de construire.
- **L'indice « l »** délimite un secteur d'activités de loisirs hors ski : altisurface et équipements et installations liés,
- **L'indice « p »** délimite le secteur de parkings.
- **L'indice « s »** délimite les secteurs de domaine skiable (R123-11-i du Code de l'Urbanisme).
 - **L'indice « sl »** délimite les secteurs du domaine skiable qui accueillent des équipements récréatifs, sportifs et de loisirs au vu des activités hors ski proposées sur la station.
 - **L'indice « sl1 »** correspond à un secteur où les perspectives visuelles sur les massifs de Solaise et Belvedere doivent être préservées dans le cadre de la déambulation piétonne du quartier.
 - **L'indice « sn »** délimite les secteurs naturels du domaine skiable où les travaux liés au domaine skiable sont interdits en raison de la présence d'une zone humide
- **L'indice « r »** délimite les secteurs où se situent les restaurants d'altitude ou isolés.
- **L'indice « r1 »** délimite le secteur du restaurant d'altitude de l'Ouillette, concerné par une UTN locale.
- **L'indice « r2 »** délimite le secteur « de la Folie Douce », concerné par une UTN locale.
- **L'indice « r3 »** délimite le secteur « de Grand Pré », concerné par une UTN locale.
- **L'indice « r4 »** délimite le secteur « des ruines de Tovière », concerné par une UTN locale.
- **L'indice « r5 »** délimite le secteur « du Plan », concerné par une UTN locale.
- **L'indice « rh »** délimite à la Tête de Solaise et **l'indice « rhi »** délimite au Col de l'Iseran des secteurs de taille limitée où peuvent être aménagés des restaurants et hôtels d'altitude.
- **L'indice « mu »** délimite un secteur de taille et de capacité d'accueil limitée en front de neige pour un bâtiment multi-usages.

ARTICLE N 1 - Occupations et utilisations du sol interdites

Sont interdites toutes les occupations et utilisations du sol autres que celles nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, ainsi que celles définies à l'article N2 et, dans les secteurs prévus à cet effet, les constructions nécessaires au domaine skiable.

En secteur Na sont interdites toutes constructions autres que celles définies à l'article N2.

En secteur Nsn les travaux liés au domaine skiable sont interdits.

Dans les zones protection du Cirse délimitées au titre de l'article L151-23, sont interdites toutes occupations et utilisations du sol.

ARTICLE N 2 - Occupations et utilisations du sol sous conditions

1 - Rappels :

1.1 – L'édification de clôtures est soumise à déclaration préalable (article L421-4 du Code de l'Urbanisme).

1.2 – Article R111-2 du Code de l'Urbanisme : « *Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations.* ».

1.3 – Les occupations et utilisations du sol devront se conformer aux dispositions :

- du règlement des Plans de Prévention des Risques (PPRNP / PPRI) annexés au PLU. En dehors des secteurs étudiés, le constructeur doit garantir la stabilité et la solidité de la construction, ainsi que la protection des biens et des personnes dans cette construction, par rapport aux risques éventuels.
- du Schéma directeur d'assainissement approuvé. En dehors des secteurs étudiés, une étude hydrogéologique permettra de connaître les éventuelles possibilités d'assainissement non collectif.

2 – Protection des zones humides :

Les zones humides au sens de l'annexe 1 de l'arrêté du 1er octobre 2009 et de l'annexe 2 de l'arrêté du 24 juin 2008 sont repérées au titre de l'article L151-23. Sont uniquement autorisés dans ces périmètres les travaux et installations suivantes à condition que ces derniers aient vocation à préserver ou restaurer le caractère de zone humide et le cas échéant les espèces protégées qui s'y développent :

- Les travaux qui s'avèreraient indispensables à une bonne gestion de la zone humide, dans le sens du maintien de sa diversité.
- Les travaux d'entretien ou d'exploitation agricole de la couverture végétale (coupes et exportation, broyage in-situ).
- Les plantations d'essences locales, sans remaniement des sols ni drainage localisé.
- Les clôtures sans soubassement.
- Les travaux d'entretien et de réparation des voies, chemins, faussés et réseaux divers existants (en particulier réseau de drainage et d'assainissement), dans le respect de leurs caractéristiques actuelles.
- La réalisation d'équipements légers, sans soubassement, à vocation pédagogique et/ou de conservation des habitats naturels et des espèces sauvages.
- **En zone Ns**, la réalisation, l'aménagement et de l'entretien de pistes de ski

3- Sont admis sous conditions :

3.1 – Dans l'ensemble de la zone et des secteurs N

- Les services publics ou d'intérêt collectif, **excepté dans la zone Na**, aux conditions suivantes :
 - ils doivent être réalisés en sous-sol, avec reconstitution d'un milieu naturel en surface cohérent avec l'environnement proche,
 - ils doivent être situés en continuité avec l'urbanisation existante et rattachés à une opération programmée / construction édifiée en zone U.
- La restauration ou la reconstruction d'anciens chalets d'alpages ou bâtiments d'estive, ainsi que leur extension limitée lorsque la destination est liée à une activité professionnelle saisonnière, à condition qu'ils ne compromettent pas l'activité agricole ou forestière et soient compatibles avec l'exploitation du domaine skiable.
- La reconstruction après sinistre à condition qu'elle soit conforme aux contraintes dictées par la sécurité publique ou l'application du PPRNP.
- Les travaux sur les bâtiments existants non conformes au règlement applicable à la zone, à condition qu'ils aient pour objet la mise en œuvre des prescriptions du PPRNP.
- L'aménagement, la réhabilitation et l'extension des habitations existantes dans la limite de 10% de la surface de plancher existante (avec un maximum de 50m² de surface de plancher), une seule fois après l'approbation du PLU.
- Les aménagements de surface non imperméabilisés et le mobilier urbain à condition d'être liés aux services publics et d'intérêt collectif.
- Dans les secteurs d'Arrête de Protection de Biotope, toutes les constructions et utilisations du sol doivent respecter l'arrêté préfectoral correspondant.
- Les équipements pastoraux nécessaires à la protection des troupeaux contre la prédation sont autorisés dans la limite de 15 m².

3.2 – De plus dans la zone Na

La réalisation, l'aménagement, l'extension ou la restructuration des refuges de montagne à condition qu'ils soient ouverts au public.

Rappel : Tout projet sur un site Natura 2000 devra faire l'objet d'un document d'incidence.

3.3 – De plus dans la zone Ne

La réalisation, dans l'emprise des constructions autorisées, de bureaux, d'entrepôts et de garages est autorisée.

L'aménagement de parkings est autorisé.

3.4 – De plus dans le secteur Np

L'aménagement et la rénovation des parkings existants ou autorisés avant l'approbation du PLU.

La création de nouveaux parkings à condition qu'ils soient souterrains et que leur accès soit situé en dehors d'une zone rouge du PPRNP.

Les zones Np de la Daille, de Clapey, de l'Adroit et du Fornet devront être végétalisées sur une hauteur adaptée pour la poursuite d'une activité agricole mécanisable après la réalisation du parking.

3.5 – De plus dans les secteurs Ns

- **Les secteurs Ns** peuvent être aménagés en vue de la pratique du ski et pourront supporter des équipements et aménagements correspondants en remontées mécaniques, sous réserve du

respect des autres prescriptions législatives et réglementaires. Ils devront également être compatibles avec l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) n°3.

- **De plus dans les secteurs Nsl**, les équipements récréatifs, sportifs et de loisirs au vu des activités hors ski, à condition qu'ils soient compatibles avec la vocation du site et qu'ils n'entravent pas la pratique du ski. Ils devront également être compatibles avec l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) n°3.
- **De plus dans le secteur Nsl1**, seule est constructible la zone située en dehors des cônes de vue portés au plan de zonage au titre de l'article L151-19, permettant ainsi la préservation des perspectives visuelles sur la vallée du Manchet et sur les massifs de Solaise et Belvedere.
- Dans les secteurs d'Arrête de Protection de Biotope, toutes les constructions et utilisations du sol doivent respecter l'arrêté préfectoral correspondant.

3.6 – **De plus, dans le secteur NI**

Les équipements récréatifs, sportifs et de loisirs au vu des activités hors ski, à condition qu'ils soient compatibles avec la vocation du site : altisurface et équipements et installations associés.

3.7 – **De plus dans le secteur Nr**

L'aménagement, la réhabilitation et l'extension de restaurants d'altitude.

La réalisation des restaurants d'altitude autorisés.

Les extensions sont limitées à 30% de la surface de plancher existante (avec un maximum de 290m² de surface de plancher), une seule fois après l'approbation du PLU.

Le changement de destination des locaux non affectés aux restaurants d'altitude, en vue de la création de surfaces destinées à cette activité.

3.8 – **De plus dans le secteur Nr1**

La démolition-reconstruction du ou des bâtiment(s) légalement édifié(s) à la date d'approbation de la révision allégée n°1 du PLU.

La surface de plancher totale sur le secteur est limitée à 1 500 m² à condition que les destinations de ces surfaces soient liées au fonctionnement d'un restaurant d'altitude, en compatibilité avec les dispositions prévues par l'Orientation d'Aménagement et de Programmation.

3.9 – **De plus dans le secteur Nr2**

Sont autorisés, en compatibilité avec l'orientation d'aménagement et de programmation :

- les restaurants d'altitude,
- les services et équipements liés à l'accueil du public à titre professionnel, culturel, récréatif ou sportif,
- les services publics ou d'intérêt collectif
- Le changement de destination des locaux en vue de la création de surfaces destinées aux activités listées ci-dessus.
- Les extensions sont limitées à 640 m² de surface de plancher, une seule fois après l'approbation de la révision allégée n°2 du PLU.

3.10 – **De plus dans le secteur Nr3**

Sont autorisés, en compatibilité avec l'orientation d'aménagement et de programmation :

- L'aménagement, la réhabilitation et l'extension de restaurants d'altitude.
- La réalisation des restaurants d'altitude autorisés, dans la limite de 665 m² de surface de plancher totale (existant et extension), une seule fois après l'approbation de la révision allégée n°2 du PLU.

3.11 – **De plus dans le secteur Nr4**

Sont autorisés, en compatibilité avec l'orientation d'aménagement et de programmation :

- Le changement de destination des locaux non affectés aux restaurants d'altitude, en vue de la création de surfaces destinées à cette activité.
- La réalisation des restaurants d'altitude, dans la limite de 670 m² de surface de plancher.

3.12 – De plus dans le secteur Nr6

Sont autorisés, en compatibilité avec l'orientation d'aménagement et de programmation :

- La réalisation des restaurants d'altitude, dans la limite de 710 m2 de surface de plancher totale.

3.13 – De plus dans le secteur Nrnh

L'aménagement, la réhabilitation et l'extension des restaurants d'altitude et hébergements hôteliers.

Les extensions sont limitées à 30% de l'emprise au sol existante, une seule fois après l'approbation du PLU.

Le changement de destination des locaux non affectés aux restaurants d'altitude ou à l'hébergement hôtelier, en vue de la création de surfaces destinées à cette activité.

3.14 – De plus dans le secteur Nrhi

L'aménagement dans le volume des restaurants d'altitude et d'hébergements hôteliers.

Le changement de destination des locaux non affectés aux restaurants d'altitude ou à l'hébergement hôtelier, en vue de la création de surfaces destinées à cette activité.

3.15 – De plus dans le secteur Nmu

Seule est autorisée la démolition-reconstruction du bâtiment existant.

Les occupations du sol autorisées sont :

- Les équipements publics et d'intérêt collectif
- Les bureaux
- Les commerces, dont la restauration

Se référer complémentairement à l'OAP n°3.

ARTICLE N 3 – Les conditions de desserte par les voiries et accès

L'accès des constructions doit être assuré par une voie publique ou privée, dont les caractéristiques techniques sont adaptées aux usages qu'elles supportent, aux opérations qu'elles doivent desservir.

ARTICLE N 4– Les conditions de desserte par les réseaux publics

1 – Eau potable

Toute construction à usage d'habitation ou d'activités doit être raccordée au réseau public d'eau potable.

A défaut de réseau, l'alimentation en eau potable doit être conforme à la réglementation en vigueur.

2 - Assainissement

Le « Schéma Directeur d'Assainissement » annexé au PLU détermine le zonage du territoire au sens de l'article 35 de la loi sur l'eau et définit à l'intérieur de chaque zone les solutions techniques les mieux adaptées à la gestion des eaux usées d'origine domestique, agricole, artisanale, industrielle et des eaux pluviales.

- Zones d'assainissement collectif :

Toute construction, installation nouvelle ou aménagement par changement d'affectation doit être équipé d'un réseau séparatif eaux usées - eaux pluviales, et être raccordé au réseau public.

L'évacuation des eaux usées liée aux activités artisanales et commerciales dans le réseau public d'assainissement peut être subordonnée à un pré-traitement particulier et approprié.

Les effluents agricoles (purins, etc...) ne peuvent être rejetés aux réseaux publics.

- Zones d'assainissement individuel :

En l'absence de réseau d'assainissement eaux usées ou en l'attente de celui-ci, il peut être admis un dispositif d'assainissement individuel, conçu de façon à pouvoir être mis hors circuit, adapté au milieu et à la quantité d'effluent, et dont la possibilité de mise en œuvre est conditionnée par les dispositions énoncées au Schéma Directeur d'Assainissement.

3 - Eaux pluviales

Les aménagements réalisés sur tout terrain devront être tels qu'ils garantissent l'écoulement direct des eaux pluviales, sans aggraver la situation antérieure.

Le constructeur réalisera les dispositifs appropriés pour une évacuation vers un exutoire.

Les accès aux terrains à partir des voies publiques devront maintenir le fil d'eau des fossés traversés et être équipés de grille-avaloir empêchant le ruissellement des eaux sur la voie publique.

Ces aménagements sont à la charge exclusive du propriétaire qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain.

Les projets situés en amont du domaine public devront prévoir la récupération des eaux de ruissellement.

4 – Electricité - Téléphone

Tout nouveau réseau sera à réaliser soit par câbles souterrains, soit par toute autre technique permettant une dissimulation maximum des fils ou câbles.

Les réseaux aériens existants dans les voies seront, au fur et à mesure des travaux de réfection et de renouvellement, remplacés par des câbles souterrains ou par des conduites fixées sur façades adaptées à l'architecture.

Les antennes paraboliques seront implantées le plus discrètement possible. Si elles sont visibles de l'espace public, elles seront peintes dans une couleur en harmonie avec le fond sur lequel elles sont installées.

ARTICLE N 5 – Les caractéristiques des terrains

Non réglementé.

ARTICLE N 6 – L'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

Les constructions doivent être implantées avec un retrait minimum de 7 mètres par rapport aux limites des voies et emprises publiques, sauf dispositions spécifiques mentionnées sur les plans de zonage.

Pour les bâtiments non-conformes aux règles ci-dessus, leurs aménagements ne pourront être réalisés que s'ils ne créent pas de gêne supplémentaire.

Hors agglomération, un recul de 20 m par rapport à l'axe de la voie sera appliqué.

L'implantation est libre pour :

- les constructions ou installations liées ou nécessaires aux infrastructures routières ;
- les services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières ;
- les bâtiments d'exploitation agricole ;
- les réseaux d'intérêt public ;
- l'adaptation, le changement de destination, la réfection ou l'extension de constructions existantes.

Les parties entièrement enterrées des constructions ne sont pas soumises aux règles de recul prévues par le règlement, sauf dispositions particulières.

Dans le secteur Nsl1, les constructions pourront être implantées en limite des emprises publiques.

ARTICLE N 7– L'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

Les constructions peuvent être édifiées en limites séparatives, excepté en limite de zone U du PLU. C'est alors la règle de la zone limitrophe qui s'applique.

Les parties entièrement enterrées des constructions ne sont pas soumises aux règles de recul prévues par le règlement, sauf dispositions particulières.

ARTICLE N 8 – L'implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

Non réglementé.

ARTICLE N 9 – L'emprise au sol des constructions

Non réglementé.

Dans le secteur Nmu, l'emprise au sol maximum ne pourra pas dépasser celle du bâtiment existant à la date d'approbation de la modification n°3.

ARTICLE N 10 – La hauteur maximale des constructions

La hauteur maximale des constructions est mesurée en tout point du bâtiment par rapport au terrain naturel, à son aplomb. Les ouvrages techniques, édicules, cheminée et autres superstructures sont exclus.

Dans les secteurs N, Na, Ns, Nls et NI la hauteur maximale est fixée à 15 m.

Dans le secteur Nr, la hauteur est limitée à 12 m.

Dans le secteur Nr1, la hauteur est limitée à 11 m.

Dans le secteur Nr2, la hauteur est limitée à 12 m.

Dans le secteur Nr3, la hauteur est limitée à 9,50 m.

Dans le secteur Nr4, la hauteur est limitée à 15 m.

Dans le secteur Nr5, la hauteur est limitée à 10 m.

Dans le secteur Nsl, la hauteur est limitée à 10 m.

Dans le secteur Ne, la hauteur est limitée à 13,5 m.

Dans le secteur Nr_h, la hauteur est limitée à 16m sauf pour les constructions existantes qui peuvent conserver leur hauteur initiale.

Dans le secteur Nr_{hi}, la hauteur est limitée au volume des constructions existantes.

Dans le secteur Nmu, la hauteur est limitée à 14 m.

Transformation de toiture :

La hauteur maximum de la zone pourra être dépassée dans la limite de l'application des règles ci-dessous.

Dans le cas de **transformation de toitures terrasse** ou de **toitures à 2 pans à très faible pente** (inférieure à 20 %) ou de **toits papillon** en toitures à 2 pans :

La cote de référence de bas de pente imposée est définie conformément aux croquis ci-dessous.

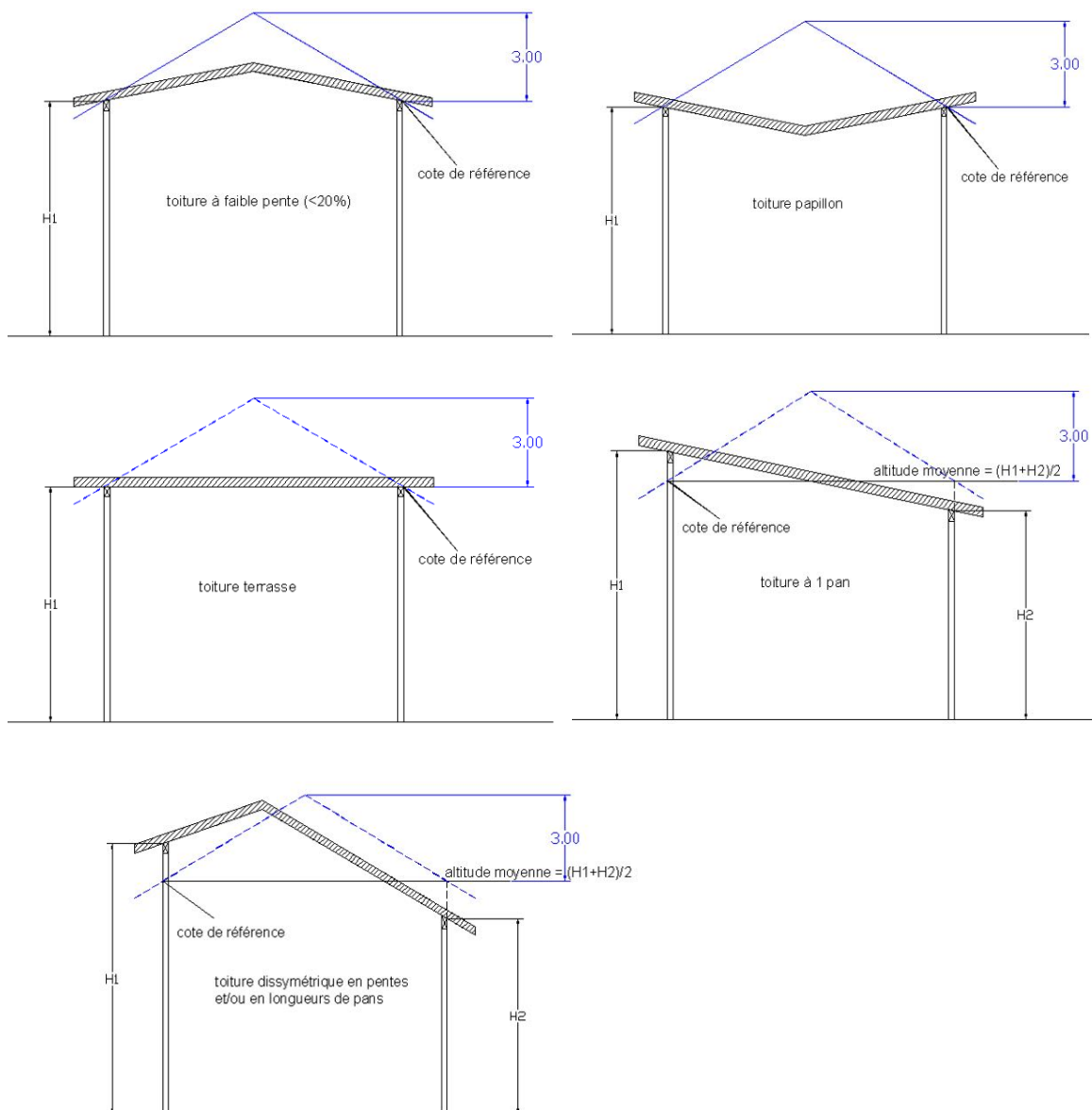
Dans le cas de transformation de **toitures à 1 pan**, de **toitures à 2 pans dissymétriques** et de **toitures à plus de deux pans** transformées en toiture à 2 pans :

La cote de référence imposée sera la moyenne d'altitude entre les hauteurs la plus haute et la plus basse de pannes sablières (ou chainage) existants.

Dans tous les cas définis ci dessus, la hauteur du faîtage résultera de l'application des pentes définies dans le carnet de recommandations architectural annexé au présent règlement, étant précisé que :

- dans l'hypothèse d'un dépassement de la hauteur maximale de la zone, la pente de toiture devra être de 35% ou la différence de niveau entre la cote de référence et le point le plus haut de la toiture ne doit pas dépasser 3m.
- dans le cas de bâtiment d'une longueur supérieure à 20 mètres, le sens du faîtage principal devra être parallèle à celui de la plus grande des façades.

Dans cette hypothèse, la nouvelle toiture et les façades principales devront comporter des expressions de toits à 2 pans associés.



ARTICLE N 11 – L'aspect extérieur des constructions et l'aménagement de leurs abords

1 – Rappel :

Article R111-27 du Code de l'Urbanisme : « *Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.* »

2 – Tout projet devra respecter les prescriptions architecturales relatives à l'aspect extérieur des constructions en annexe n°1 du présent règlement.

3– Tout projet devra s'inspirer du Cahier de recommandations architecturales en annexe n°2 du présent règlement.

4 – Tout projet devra s'inspirer de la Charte sur les clôtures en annexe n°3 du présent règlement.

5 – Tout projet devra s'inspirer du règlement de la publicité des enseignes et pré-enseignes.

6 – Pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif l'aspect extérieur n'est pas réglementé.

7 – Pour le secteur Nmu, l'aspect extérieur n'est pas réglementé.

ARTICLE N 12 – Le stationnement des véhicules

Dans le secteur Ne, les places de stationnements doivent être dans le bâtiment.

ARTICLE N 13 – Les espaces libres, d'aires de jeux et de loisirs, et de plantations

L'ensemble des surfaces au sol non occupées par les constructions et par les aires de stationnement à l'air libre devra être aménagé en espaces verts de qualité.

ARTICLE N 14 – Le Coefficient d'occupation des sols

Sans objet.

Article N 15 – Obligations en matière de performances énergétiques et environnementales

Sans Objet.

Article N 16 – Obligations en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques

Sans Objet.